

*La réforme migratoire reste une
tâche en suspens de Joe Biden*

Image not found or type unknown

Les groupes pro-immigration ont averti que le fait d'accéder aux demandes des Républicains pourrait coûter à Joe Biden des voix pour sa réélection en 2024.

Washington, 20 déc (RHC) Le président américain Joe Biden a encore en suspens la réforme migratoire alors qu'il est aux prises avec une crise à la frontière sud, deux ans et 11 mois après le début de son

mandat à la Maison Blanche, mercredi.

La promesse de Joe Biden est actuellement perdue face au projet de faire approuver par le Congrès un plan d'aide de plusieurs milliards de dollars à l'Ukraine, qui a la bénédiction des démocrates, mais que les républicains ne soutiendront pas si des changements drastiques ne sont pas apportés à la sécurité de la frontière.

Le président a accepté de faire des concessions. Le Sénat a retardé ses vacances de Noël pour poursuivre les négociations et tenter de parvenir à un accord apparemment difficile avant la fin de l'année.

Les groupes pro-immigration ont prévenu que le fait d'accéder aux demandes des républicains pourrait coûter des voix à M. Biden pour sa réélection en 2024.

Certaines des politiques anti-immigrés adoptées pendant le mandat de Donald Trump (2017-2021) sont appelées à revenir, préviennent-ils.

La vague croissante de migration a également fait s'effondrer les systèmes d'accueil des réfugiés dans les grandes villes du pays et on parle de plus de trois millions de demandes d'asile en attente de résolution devant les tribunaux. La Floride, le Texas, la Californie et New York sont les États qui comptent le plus grand nombre d'affaires en suspens.

Par ailleurs, le Texas vient d'adopter la loi SB4, qui fait de l'entrée irrégulière sur le territoire américain un crime grave et les migrants risquent des peines allant jusqu'à 20 ans de prison.

La porte-parole de la Maison Blanche, Karine Jean-Pierre, a critiqué la nouvelle ordonnance - signée lundi par le gouverneur du Texas, Greg Abbott - qui va donner le ton des déportations sans procédure régulière, car elle "déshumanise" les immigrés, mais elle n'a pas précisé si l'administration démocrate allait poursuivre l'État en justice.

"Ce n'est pas ce que nous devrions être en tant que pays", a déclaré Jean-Pierre, qui a rappelé que cette mesure s'ajoute à une série de dispositions nettement anti-immigrants, telles que les bouées flottantes sur le Rio Grande, la pose de barbelés à la frontière et l'envoi de bus entiers d'immigrés sans papiers vers les territoires démocrates.

L'American Civil Liberties Union (ACLU) du Texas et le Civil Rights Project ont intenté hier une action en justice pour contester la loi SB4, qui donne également à la police de l'État et aux juges le pouvoir de détenir et d'expulser les migrants.

Bien que la loi semble se concentrer sur les immigrés sans papiers, l'ACLU et d'autres organisations ont averti qu'elle pourrait conduire à une persécution aveugle de personnes uniquement soupçonnées d'être en situation irrégulière.

Trump, actuellement en tête des sondages pour 2024, a renforcé sa rhétorique sur la question en promettant des déportations massives s'il remporte à nouveau la présidence et en qualifiant les migrants de "poison" dans le sang du pays. (Source:PL)



Radio Habana Cuba